
L'engagement culturel

La politique culturelle extérieure de l'Allemagne après 1989

Julia Sattler

Novembre 2009

Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa)

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne à Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme l'un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que la responsabilité de l'auteur.*

**Les "Notes du Cerfa" font l'objet d'un soutien
de la Fondation Robert Bosch,
dans le cadre du "Dialogue d'avenir franco-allemand".**

Robert Bosch **Stiftung**

Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa)

© Tous droits réservés, Ifri, 2009

ISBN : 978-2-86592-629-9

IFRI

27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 - France
TEL.: 33 (0)1 40 61 60 00
FAX: 33 (0)1 40 61 60 60
E-Mail: ifri@ifri.org

IFRI-BRUXELLES

Rue Marie-Thérèse, 21
B -1000 Bruxelles - Belgique
TEL.: 32(2) 238 51 10
FAX: 32(2) 238 51 15
E-Mail: info.bruxelles@ifri.org

SITE INTERNET: ifri.org

Notes du Cerfa

Publiée depuis 2003 à un rythme mensuel, cette collection est consacrée à l'analyse de l'évolution politique, économique et sociale de l'Allemagne contemporaine : politique étrangère, politique intérieure, politique économique et questions de société. Les *Notes du Cerfa* sont des textes concis, à caractère scientifique et de nature « policy oriented ». Envoyées gratuitement à plus de 2 000 abonnés sous forme électronique, à l'instar des Visions franco-allemandes, les *Notes du Cerfa* sont accessibles sur le site Internet du Cerfa, où elles peuvent être consultées et téléchargées gratuitement.

Dernières publications du Cerfa

Frank Thomas Koch, « Les nouveaux länder 20 ans après la chute du Mur », *Note du Cerfa*, n° 68, novembre 2009

Jeanne Fagnani, « Les réformes de la politique familiale en Allemagne : l'enjeu démographique », *Note du Cerfa*, n° 67, octobre 2009

Anne-Lise Barrière et Benoît Roussel, « Le traité de Lisbonne, étape ultime de l'intégration européenne ? Le jugement du 30 juin 2009 de la Cour constitutionnelle allemande », *Note du Cerfa*, n° 66, septembre 2009

Kai Behrens et Louis-Marie Clouet, « EADS : une normalisation européenne, entre intérêts nationaux et mondialisation », *Visions franco-allemandes*, n° 14, juillet 2009

Auteur

Julia Sattler a réalisé une thèse de doctorat à l'Institut Otto-Suhr - Institut de sciences politiques de l'Université libre de Berlin (Freie Universität Berlin) sur le thème « Culture nationale ou valeurs européennes ? Les politiques culturelles extérieures britannique, allemande et française entre 1989 et 2003 ».

Sa thèse a été publiée en 2007 par la maison d'édition des Universités allemandes (Deutschen Universitäts-Verlag).

Depuis 2004, elle est collaboratrice à l'Institut Goethe.

Sommaire

Résumé	4
Introduction	5
Comparaison entre l'« Auswärtige Kulturpolitik » et la politique culturelle extérieure française jusqu'en 1989.....	7
Les nouvelles priorités de l'« Auswärtige Kulturpolitik » après 1989.....	9
L'« Auswärtige Kulturpolitik » dans les programmes des partis.....	16
Conclusion	19

Résumé

La chute du rideau de fer et la réunification de l'Allemagne ont bouleversé les données de politique étrangère qui avaient façonné la politique culturelle extérieure (*Auswärtige Kulturpolitik*, AKP) de la République fédérale jusqu'en 1989. Vingt ans plus tard, cette politique n'est plus marquée par les réalités de l'après-guerre. Certes, les lignes directrices – constance, fiabilité, pérennité, coopération fondée sur le partenariat – demeurent toujours en vigueur, mais l'AKP a subi parallèlement des transformations importantes durant les deux dernières décennies, qui l'ont avant tout politisée.

Durant la période d'après-guerre et pendant la guerre froide, un facteur essentiel de l'AKP était son éloignement aussi bien structurel que substantiel de la politique, ce qui renforçait sa crédibilité. Avec la normalisation croissante des relations extérieures allemandes depuis la réunification, l'AKP est de plus en plus étroitement associée à la diplomatie et à l'économie. Depuis la fin des années 1990, le gouvernement fédéral a revendiqué une influence croissante sur la définition des priorités de la politique culturelle extérieure.

Cependant, durant ces 20 dernières années, l'importance et la légitimité de l'AKP se sont considérablement accrues. Les organisations culturelles intermédiaires ont en même temps démontré leur capacité à s'adapter au nouveau contexte. À l'avenir, cette politique devra aussi assumer ses missions en tant que troisième pilier des relations extérieures allemandes.

Introduction

À l'origine, la politique culturelle extérieure est une affaire d'État : une nation promeut sa langue, sa culture et son identité culturelle à l'étranger en vue de renforcer ses propres intérêts. La gamme de cette politique s'étend de la promotion d'une image de marque à l'exportation des structures nationales dans le pays d'accueil, en passant par le soutien à l'économie et l'offre de services nationaux ; elle va de l'aide au développement et de la coopération bilatérale au recrutement des meilleurs cerveaux dans le monde entier.

L'inventeur de la politique culturelle extérieure fut Napoléon Bonaparte : il emmena avec lui dans ses campagnes un cortège d'artistes et de scientifiques, pour ainsi propager les idées nouvelles de la Révolution – et avant tout la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen –, étroitement liées à la langue et à la culture françaises.

Après 1945, la politique culturelle extérieure (*Auswärtige Kulturpolitik*, AKP) de la République fédérale d'Allemagne (RFA) a dû être complètement redéfinie. Après les compromissions de la diplomatie allemande et l'effondrement de l'économie nationale, l'AKP, considérée comme le « troisième pilier indépendant » des relations extérieures, devait permettre de refonder la confiance en l'Allemagne. La RFA voulait se présenter à l'étranger comme une « nation culturelle » – en rupture complète avec l'image véhiculée durant les décennies précédentes. La présentation de l'histoire des idées et de la culture allemandes englobait volontairement le territoire de la République démocratique allemande (RDA), afin de rappeler la séparation de l'Allemagne en deux États. L'AKP n'avancait qu'avec retenue, et uniquement là où elle était expressément désirée ; elle représentait une offre de dialogue et de coopération avec le pays d'accueil. Son contenu n'était lié à aucune directive précise, mais les programmes et les idées les plus divers devaient donner une image sincère et actuelle de l'Allemagne et refléter le pluralisme d'opinions – parfois aussi par une autocritique. Cette politique s'adressait prioritairement aux alliés occidentaux, autrement dit aux États membres de la Communauté européenne et de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), parmi lesquels la France, occupait

une position privilégiée depuis la signature du traité de l'Élysée de 1963¹.

Durant les années 1980, l'AKP a été utilisée pour permettre une confrontation et une compréhension pacifiques, surtout entre l'Est et l'Ouest². Les échanges culturels, tels qu'ils étaient permis par le processus de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), devaient soutenir la politique de détente. Parallèlement, l'AKP devait aussi soutenir l'intégration européenne.

La chute du rideau de fer et la réunification de l'Allemagne il y a 20 ans ont bouleversé les données de politique étrangère qui avaient façonné l'AKP de la République fédérale jusqu'en 1989. À la place, de nouvelles réalités ont émergé : l'élargissement de l'Union européenne (UE) à l'Europe centrale et orientale, l'approfondissement de l'intégration européenne, la dissolution du monde bipolaire et l'émergence de nouvelles puissances (économiques) mondiales telles que la Chine et l'Inde, les interventions militaires des troupes allemandes à l'étranger suite aux conflits dans les Balkans et aux attentats terroristes du 11 septembre 2001.

Cet article présente la façon dont l'AKP s'est transformée après la chute du Mur. Il analyse les objectifs en vue desquels l'Allemagne cultive aujourd'hui ses relations culturelles avec les pays étrangers.

¹ Le traité de l'Élysée a permis l'élaboration d'une série de programmes et d'accords supplémentaires entre la France et l'Allemagne, qui ont conduit à la création, entre autres, de l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ) et l'Université franco-allemande. Cette dernière regroupe plus d'une centaine d'établissements supérieurs.

² Les nouvelles missions en matière de promotion de la paix et de communication interculturelle figurent dans le rapport *Bericht der Enquête-Kommission Auswärtige Kulturpolitik des Deutschen Bundestags von 1975, Zusammengefasste Empfehlungen*, Deutscher Bundestag, 7. Wahlperiode, Drucksache 7/4121, 7 octobre 1975.

Comparaison entre l'« Auswärtige Kulturpolitik » et la politique culturelle extérieure française jusqu'en 1989

Par l'histoire de son développement, l'AKP présente certaines caractéristiques qui la distinguent fondamentalement de la politique culturelle extérieure (PCE) française. Ces spécificités, institutionnalisées par plusieurs contrats cadres et différentes organisations intermédiaires (*Mittlerorganisationen*), sont extrêmement durables. Il est donc important de connaître ces caractéristiques pour pouvoir analyser correctement les changements opérés durant ces 20 dernières années.

Alors qu'en France, le lien entre la culture, la politique et l'État n'a jamais posé de problème dans le cadre de la PCE, on a constamment veillé à maintenir la séparation de ces deux sphères dans l'AKP. Suite à l'emprise funeste de l'État sur la culture sous le régime nazi, une attention très grande a été portée depuis 1945 à détacher l'AKP des événements politiques. Certes, le ministère des Affaires étrangères fixe les grandes lignes de l'AKP, mais il en délègue plus ou moins l'exécution à des organisations intermédiaires culturelles indépendantes, tels l'Institut Goethe de Munich, l'Office allemand d'échanges universitaires (Deutscher Akademischer Austauschdienst, DAAD) de Bonn, la Fondation Alexander von Humboldt (Alexander von Humboldt-Stiftung) de Berlin ou l'Institut pour les relations extérieures (Institut für Auslandsbeziehungen, ifa) de Stuttgart³. Les ambassades allemandes à l'étranger assurent uniquement une fonction de coordination des multiples activités de ces différentes organisations et ne mettent en œuvre que de manière très limitée des programmes qui leur soient propres.

³ Parmi les organisations intermédiaires importantes, on relève la Deutsche Welle, 3sat et Arte dans le domaine de la politique extérieure des médias ; les écoles à l'étranger, le Deutsche Archäologische Institut, Inwent. Par ailleurs, d'autres pays, villes et communes contribuent à l'AKP, par exemple dans le cadre de jumelages. À ceci s'ajoutent les activités des Églises et de nombreuses fondations.

L'art a toujours été au centre des priorités de l'AKP, comme une proposition d'échange entre partenaires sur un pied d'égalité. Il crée un espace dissocié des contingences politiques et économiques. Selon cette approche, les tensions qui émergent inévitablement des relations diplomatiques et économiques peuvent être utilisées, dans le domaine de la culture, comme un élément productif et ouvrir la voie à une meilleure entente. Les activités culturelles à l'étranger reposent sur les principes de l'échange, de la coopération et de la réciprocité. Les spécificités culturelles nationales ne doivent pas être exportées dans le pays d'accueil mais faire l'objet d'un dialogue. Ainsi les différents programmes et projets à l'étranger sont menés le plus largement possible en coopération avec des partenaires locaux.

Alors que l'Allemagne a cherché, par le biais de l'AKP, à retrouver à l'étranger un prestige et une reconnaissance en tant que nation culturelle, la France a consolidé, au travers de la PCE, son rôle de pionnier mondial de la culture. À ces deux objectifs sont associés des concepts et des modes de représentations différents. Contrairement à l'AKP, la PCE fait partie intégrante de la diplomatie et vise explicitement à défendre les acquis et l'importance de la civilisation française à l'étranger. L'art, qui joue également un rôle important, est présenté autant que possible dans un cadre prestigieux aux pays d'accueil. Il s'agit ainsi d'établir la France, par le biais des instituts français, des centres culturels et de l'Alliance française à l'étranger, comme une ambassadrice et une créatrice de culture.

L'idée fondatrice du concept français de « culture », dans un sens moral et pratique du terme, est de développer les relations intellectuelles, économiques, sociales, scientifiques et matérielles. Il est ainsi évident que la PCE associe aux questions culturelles les notions de progrès, de développement et de modernisation. Certes, la politique de développement n'a été intégrée qu'en 1998 à la Direction générale de la coopération internationale et du développement (DGCID) nouvellement créée, mais elle était déjà étroitement liée à la PCE depuis les années 1980. Tel n'est pas le cas en Allemagne où l'AKP est dissociée de la politique de développement. Durant les années 1980, les instituts Goethe ont certes été invités par le Bundestag à aborder de manière croissante des thématiques liées au développement, mais celles-ci restent avant tout du ressort des organisations intermédiaires spécialisées, telles que la Société pour la coopération technique (Gesellschaft für technische Zusammenarbeit, GTZ) ou le Service allemand du développement (Deutscher Entwicklungsdienst, DED), qui dépendent du ministère au Développement et non du ministère des Affaires étrangères.

Les nouvelles priorités de l'« Auswärtige Kulturpolitik » après 1989

Jusqu'en 1989, l'AKP ne s'était affichée qu'avec retenue, pour ne pas être soupçonnée de vouloir poursuivre des objectifs politiques avec des moyens culturels. Avec la chute du rideau de fer et la dissolution de l'ordre mondial bipolaire, elle s'est vu assigner de nouvelles missions. Le gouvernement allemand de l'époque a incité plus fortement l'AKP à réagir dans sa programmation à certains événements politiques. Progressivement, une différenciation a été faite selon les régions avec des objectifs concrets, allant au-delà de l'approche plus globale qui consiste à transmettre la culture allemande et à refonder la confiance en l'Allemagne à l'étranger. Le processus de transformation de l'AKP jusqu'à aujourd'hui peut donc être décrit comme une politisation de la politique culturelle extérieure allemande. Les points abordés dans cette partie visent à en expliquer le développement.

En dépit de ces changements, il convient de souligner que les constantes de cette politique, présentées dans la partie précédente, prédominent encore. L'AKP étant une mosaïque composée de multiples acteurs plus ou moins indépendants, cette transformation ne s'opère pas de manière soudaine, mais se déploie dans un processus lent et continu.

La promotion de la démocratie dans les pays en transition

Jusqu'en 1989, l'AKP ne s'est que très peu engagée sur des thèmes de politique sociale. Cette situation a changé avec l'élargissement de son champ d'action vers les pays d'Europe centrale et orientale et d'Asie centrale. Pour la première fois, des projets et des programmes culturels se sont vu fixer pour objectif la mise en place de structures démocratiques, de l'État de droit et de l'économie de marché. Lancée au début des années 1990, cette inflexion est intervenue dans un premier temps de manière indirecte. Le soutien culturel et linguistique de groupes cibles traditionnels issus de minorités allemandes est allé de pair avec des mesures d'encouragement visant à l'amélioration de

leur situation politique et économique. Deux années plus tard, un tel objectif relevait de l'évidence. La mise en place de structures démocratiques, le renforcement de la société civile, le soutien aux réformes et la promotion de la liberté d'opinion ont été un moteur important pour l'engagement de l'AKP dans les pays de l'ex-Union soviétique. Il en est de même en Amérique latine, où la focalisation originelle sur les minorités allemandes a cédé du terrain au profit d'un intérêt accru pour la situation économique et politique de chaque pays partenaire.

Alors que l'AKP était présentée jusqu'en 1989 comme une proposition de coopération culturelle avec les pays partenaires, en vue d'établir des contacts avec leurs élites culturelles, politiques et économiques, elle a élargi son champ d'action à une dimension politique. De nouveaux groupes sociaux furent associés de manière active, parmi lesquels les mouvements des droits de l'homme, les groupements démocratiques, les journalistes et les futurs décideurs politiques. Ainsi a été contredite la maxime selon laquelle l'AKP ne devait être présente que dans les pays où elle était désirée.

L'engagement dans le domaine des beaux-arts a inévitablement diminué, alors qu'une part toujours plus importante des sommes disponibles était attribuée aux nouveaux programmes et projets.

Un aspect particulier, apparu à la fin des années 1990, a été la prévention civile des conflits. La guerre des Balkans aux portes de l'Union européenne a partout soulevé cette interrogation : comment un tel conflit aurait-il pu être évité ? Le gouvernement fédéral a tenté d'y répondre par le biais de son AKP : les échanges culturels, une information large, le dialogue et la coopération devaient permettre d'exprimer les différences et d'apaiser les foyers de conflits le plus tôt possible. Cet élargissement du champ d'action de l'AKP a clairement porté la signature du gouvernement rouge-vert (Parti social-démocrate [SPD]-Verts [Die Grünen])⁴.

Cette nouvelle priorité se manifeste aussi dans la politique d'implantation des Instituts Goethe. Entre 1989 et 2009, 10 nouveaux instituts ont été inaugurés en Europe centrale et orientale et huit autres dans le Caucase et en Asie centrale, alors que, sur la même période, le réseau mondial comptait, dans son ensemble, quatre instituts de moins. En outre, de nouvelles formes de présence – salles de lecture ou centres d'information et d'apprentissage – ont été créées, dont la gestion a été confiée à des structures locales.

⁴ Les nouveaux domaines d'activités figurent dans *Neuen Konzeption der auswärtigen Kulturpolitik des Auswärtigen Amtes ("Konzeption 2000") unter Außenminister Joschka Fischer*, Deutscher Bundestag, 14. Wahlperiode, Drucksache 14/4312, 11.10.2000, Anlage, p. 19-21.

En Amérique latine également, les processus de démocratisation ont sollicité un engagement accru de l'AKP, particulièrement en Argentine, au Brésil, au Chili et au Mexique.

La promotion d'une identité culturelle européenne

L'Europe occidentale et l'Amérique du Nord ont constitué pendant la guerre froide le centre gravité de l'AKP. Celle-ci devait souligner la solidarité avec les pays alliés occidentaux, c'est-à-dire les États membres de l'UE et de l'OTAN, renforcer l'Alliance atlantique et faire progresser l'unité de l'Europe.

Cette priorité n'a pas disparu après 1989 mais a été naturellement étendue à l'Europe centrale et orientale.

Au début des années 1990, le mot d'ordre était désormais de dissiper chez les pays voisins leurs craintes face à une Allemagne réunifiée et de démontrer par l'AKP la fiabilité du partenaire allemand. Cette politique était censée influencer positivement l'image négative de l'Allemagne encore largement véhiculée à l'étranger.

Pendant l'élargissement de l'UE à l'Est, l'AKP allemande a notamment eu pour missions de renforcer la conscience d'une appartenance à une communauté culturelle européenne dans les pays d'Europe centrale et orientale, et de favoriser la création d'un espace culturel commun et ouvert en Europe. Cet objectif s'est encore un peu plus élargi dans le cadre des débats sur une constitution pour l'Europe. L'AKP devait rendre visible des éléments d'une identité européenne.

En dehors de l'UE, cet objectif s'est traduit par la volonté de thématiser des expériences communes, comme par exemple la création pacifique d'institutions en Europe ou encore les aspects positifs du processus d'intégration. Mais l'existence de structures et de programmes communs témoigne aussi d'une proximité sur le contenu et les objectifs communs : les « fonds de l'Élysée » pour les projets communs franco-allemands, ainsi dénommés, constituent un instrument important dans cette optique. Dans certains pays, l'Institut Goethe partage ses locaux avec d'autres organisations intermédiaires, par exemple avec le Centre culturel français à Ramallah ou avec le British Council à Ljubljana et Kiev⁵.

⁵ À Palerme, l'Institut Goethe et le Centre culturel français partagent les mêmes locaux, de même que l'Alliance française avec les Instituts Goethe à Glasgow, Manchester et Porto. À Ekaterinbourg, l'Alliance française, une salle de lecture de l'Institut Goethe et le British Council sont hébergés dans le même bâtiment. Le

Cependant, au sein de l'UE, la promotion d'un espace culturel européen et d'une identité européenne résulte de moins en moins d'une AKP classique, c'est-à-dire par le biais d'une présence sur place et par ses financements de programmes. Avec l'élargissement du rôle de l'AKP après 1989, les fonds disponibles ont été retirés d'Europe de l'Ouest pour être redistribués dans de nouvelles régions, et des instituts ont été contraints de fermer. Selon les raisons invoquées, le réseau des relations culturelles y était déjà dense et autonome et l'action culturelle extérieure soutenue par l'État pouvait donc être retirée.

Cependant, les activités culturelles ne doivent pas être réduites, mais transmises à d'autres acteurs. Dans ce contexte, l'engagement au sein d'institutions européennes et internationales, tels le Conseil de l'Europe, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'UE, est essentiel. Le ministère allemand des Affaires étrangères veut avant tout renforcer les liens entre l'AKP et ses partenaires européens. Parmi les organisations intermédiaires européennes, l'Institut Goethe est le principal instigateur de structures et de programmes communs ; il se montre aussi favorable à la création d'un institut culturel européen. L'institut culturel trinational Pierre Werner, qui a été créé en 2003 par la France, l'Allemagne et le Luxembourg, est à cet égard unique en son genre.

L'intérêt pour les régions en croissance

Les régions d'Asie de l'Est et du Sud-Est sont devenues durant les années 1990 une nouvelle priorité de l'AKP, en raison de l'extraordinaire croissance économique des États de la région et donc de leur poids de plus en plus important sur la scène internationale.

Au cours de la décennie 1990, en raison de la montée des contraintes budgétaires, l'AKP a été de plus en plus obligée de rechercher activement d'autres sources de financement. Le gouvernement fédéral a incité les organisations intermédiaires à chercher une coopération plus étroite avec les représentants commerciaux allemands sur place. En retour, ces derniers ont découvert l'utilité de cette présence culturelle et des informations disponibles sur les particularités culturelles des pays d'accueil. Dans la compétition pour les ressources naturelles, les parts de marché et les investissements, l'AKP est brusquement devenue un facteur important de la politique d'implantation de l'Allemagne. La présence culturelle à l'étranger doit renforcer l'image de ce pays en tant que

Centre culturel français et l'Institut Goethe seront amenés à faire de même à Moscou.

« nation culturelle », créer de la sympathie et ouvrir ainsi la voie à de nouvelles coopérations. Au-delà des partenaires traditionnels, tels que l'Inde et le Japon, des relations ont été développées en Asie avec Singapour, la Corée du Sud et la Chine.

Alors que l'Asie connaît une très forte croissance économique, il devient aussi évident que les différentes cultures et les sociétés ont des conceptions différentes du développement, de la croissance, du progrès et des technologies, par exemple en ce qui concerne la justice sociale, la protection de l'environnement et le respect des droits de l'homme. L'AKP doit fournir le cadre pour débattre de ces problématiques. Le « concept Asie » (*Asien-Konzept*) de 1994 du gouvernement fédéral précise ainsi : « notre politique en Asie-Pacifique entend [...] contribuer à ce que les États et les groupes d'Asie-Pacifique prennent pleinement conscience de leur responsabilité dans le maintien de la paix, la non-prolifération des armes de destruction massive, le développement socioéconomique, les relations commerciales et financières internationales, les questions environnementales et les droits de l'homme⁶. »

Le lien entre culture et développement

Dans les années 1980, l'engagement culturel de la République fédérale dans les pays en développement a été fondé sur de nouvelles bases⁷. Les relations culturelles devaient contribuer, entre autres, à développer une autonomie personnelle en matière de culture, être orientées sur les partenariats, les échanges et la réciprocité, et renoncer à exporter des modèles culturels occidentaux à l'étranger. Si la politique de coopération et de développement n'était pas officiellement du ressort de l'AKP, celle-ci a été cependant encouragée à intégrer de plus en plus dans ses tâches de fond les thématiques essentielles du développement.

Cette tendance s'est accrue de manière continue après 1989. Dans les régions d'Europe centrale et orientale et d'Asie centrale, la coopération culturelle vise à promouvoir une société démocratique, pluraliste et libre ; de même, dans les pays en développement, les valeurs culturelles et intellectuelles doivent être mises au service du développement durable.

⁶ *Asien-Konzept der Bundesregierung 1994*, Auswärtiges Amt (dir.), Dokumentation, Bonn. Le point II.6 relatif à la conception de l'Asie (*Asien-Konzeption*) régit « la coopération en matière d'éducation, de sciences et de culture ; de formation professionnelle ; les médias, le dialogue social » (p. 32-35).

⁷ En référence à la nouvelle approche présentée in H. Hamm-Brücher, *Zehn Thesen zur kulturellen Begegnung und Zusammenarbeit mit Ländern der Dritten Welt*, Auswärtigen Amt, Bonn, 1982.

Au cours des dernières années, l'AKP a connu une forte impulsion dans les pays en transition et en développement grâce à des fonds supplémentaires en provenance de l'aide publique au développement (APD). À titre d'exemple, 80 % des 20 millions d'euros alloués en 2008 par le ministère allemand des Affaires étrangères à l'initiative « action Afrique » (*Aktion Afrika*⁸) proviennent des fonds de l'APD.

Grâce aux ressources supplémentaires issues du secteur de la coopération au développement, de nouveaux programmes et projets ont vu le jour : la formation et la qualification de multiplicateurs d'avenir et le conseil aux institutions et organisations de la société civile, notamment dans le domaine de l'éducation, ont élargi le champ d'intervention de l'AKP.

Durant les années 1990, la mondialisation a ouvert plus encore l'AKP à de nouveaux champs d'action. La dissolution des structures traditionnelles sous l'effet de la mondialisation a augmenté proportionnellement le besoin d'être conforté dans ses valeurs culturelles. Le questionnement de l'identité culturelle est devenu un nouveau sujet central, en particulier dans une confrontation avec les modèles de société occidentaux dominants, notamment le modèle américain.

L'AKP doit contribuer à ce que le processus de mondialisation intègre une composante sociale. Elle organise partout dans le monde des forums, afin de débattre des thématiques diverses ayant un impact sur les cultures et les sociétés, tels l'avenir des métropoles, les évolutions du travail, la libération des marchés financiers ou l'internationalisation du droit.

Le dialogue des valeurs

Après 1989, l'AKP a cherché à mettre davantage l'accent sur les valeurs. Ainsi ont été mis en place des programmes et projets reflétant les valeurs d'une société libre, pluraliste et démocratique, qu'incarne la République fédérale d'Allemagne. Dans les États de l'ex-Union soviétique, ces valeurs ont été thématiques dans le cadre du processus de réforme. Dans les États de l'UE, elles constituent l'objet du débat sur les valeurs européennes. Dans les pays émergents et en développement, elles sont débattues en lien avec les questions d'accès à l'éducation et aux ressources naturelles.

⁸ Pour plus d'informations sur l'initiative « action Afrique », consulter le site du ministère des Affaires étrangères : www.auswaertiges-amt.de/diplo/de/Aussenpolitik/RegionaleSchwerpunkte/Afrika/Kultur/Uebersicht-aktion-afrika-Kultur.html

En 1998, l'Institut Goethe a saisi le motif du 50^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme pour faire porter la discussion sur les valeurs universelles, à l'occasion de nombreuses conférences à travers le monde. Dans le cadre de sessions à huis clos, la tâche de l'AKP a consisté avant tout à garantir l'accès aux sources d'information adéquates.

Après les attentats terroristes du 11 septembre 2001, le thème du dialogue des cultures a été brusquement placé sous les projecteurs. Les régions d'Amérique du Nord et d'Europe d'un côté et d'Afrique du Nord et du Proche-Orient de l'autre ont été considérées comme deux entités distinctes, aux codes de valeurs différents, qu'il s'agissait de concilier. Un programme particulier intitulé « Dialogue des cultures européen-islamique » (*Europäisch-Islamischer Kulturdialog*) a vu le jour, avec pour objectif de chercher de manière délibérée à nouer le dialogue avec des mouvements fondamentalistes. Comme toujours, le domaine de la culture offre un espace au sein duquel il est possible d'aborder les divergences d'opinion. Le titre « Dialogue des cultures européen-islamique » a ainsi été choisi de manière délibérée. L'AKP entretient volontairement un tel dialogue avec les pays d'Afrique du Nord, du Proche-Orient et d'Asie de l'Ouest dans un contexte européen élargi et se présente comme une partie intégrante de la « communauté de valeurs » occidentale.

L'« Auswärtige Kulturpolitik » dans les programmes des partis

L'AKP s'est clairement politisée après 1989. Cette évolution est apparue au grand jour à la fin des années 1990 lorsque les partis politiques allemands – dans un bel accord – se sont affrontés pour la première fois sur l'orientation à donner à l'AKP. La ligne de partage a démarqué l'Union chrétienne-démocrate/Union chrétienne-sociale (CDU/CSU) et le Parti libéral démocrate (FDP) d'une part, et le SPD et l'Alliance 90/Les Verts (Bündnis 90/Die Grünen) d'autre part.

Lorsqu'ils étaient au pouvoir entre 1989 et 1998, la CDU/CSU et le FDP se sont efforcés de coordonner plus étroitement les trois dimensions des relations extérieures : la diplomatie, l'économie et l'AKP. Celle-ci devait déployer les caractéristiques d'un investissement à long terme. Les activités culturelles à l'étranger devaient être plus étroitement rattachées aux ambassades.

Les arts ont subi pendant les années 1990 des coupes budgétaires considérables sous les gouvernements CDU/CSU et FDP. Les sommes ainsi libérées ont été consacrées en priorité au maintien et au développement du réseau d'écoles à l'étranger, à la promotion de la langue allemande et des écoles supérieures allemandes, à des programmes de bourses et d'échanges de chercheurs.

Le changement de gouvernement à l'automne 1998 a de nouveau modifié les priorités de l'AKP. Le SPD et l'Alliance 90/Les Verts ont mis la culture davantage au service de la démocratie, du renforcement de la société civile, de la liberté d'opinion et des droits de l'homme. En réponse aux attentats du 11 septembre 2001 et aux conséquences du processus de mondialisation, la priorité a de nouveau été donnée au dialogue entre les cultures, aux échanges entre les différents systèmes de valeurs et au questionnement des identités.

Le gouvernement rouge-vert a aussi redonné de l'importance aux programmes culturels, tout en replaçant davantage leur contenu dans un contexte européen.

La différence d'accent donnée aux objectifs de l'AKP s'est aussi reflétée dans les programmes politiques des quatre partis en vue des élections législatives de septembre 2009.

La CDU/CSU et le FDP ont accordé une place centrale à la promotion de la langue allemande. En outre, le FDP a voulu aussi renforcer les bénéfices de l'AKP pour l'économie allemande :

- *CDU/CSU* : « Par une politique engagée à l'étranger en matière culturelle et éducative, nous apporterons une contribution importante à l'entretien d'une coopération internationale, nous soutiendrons la connaissance de la langue allemande et nous renforcerons sa place dans le monde. La politique étrangère en matière de culture et d'éducation nous ouvre à d'autres pays et horizons culturels. Elle doit présenter une image complète de l'Allemagne, solidement fondée au plan historique et culturel⁹. »
- *FDP* : « Nous considérons [la politique étrangère en matière de culture et d'éducation] aussi comme un soutien à l'économie sur le long terme. La promotion de la langue allemande à l'étranger doit regagner en importance. Nous souhaitons le développement à long terme d'instituts culturels européens¹⁰. »

Le SPD et l'Alliance 90/Les Verts privilégient les échanges culturels et la compréhension entre les valeurs et les différences culturelles :

- *SPD* : « Dans un monde en voie de globalisation, la politique étrangère en matière de culture et d'éducation devient de plus en plus importante. Nous ne pouvons plus présupposer que les valeurs européennes s'imposent de manière évidente. Dans un monde où émergent de nombreux acteurs conscients de leur propre valeur, les échanges culturels sont le fondement de tout dialogue politique ou social¹¹. »
- *Alliance 90/Les Verts* : « La politique culturelle est la politique de la paix. La politique culturelle extérieure et les échanges culturels internationaux comptent parmi les instruments les plus essentiels à la compréhension entre les peuples. Nous considérons que la compréhension culturelle est une clé pour une

⁹ Programme électoral de la CDU/CSU, 28 juin 2009 : « Wir haben die Kraft – Gemeinsam für unser Land », §1008-1010.

¹⁰ Programme électoral du FDP, 17 mai 2009 : « Die Mitte stärken », §1863-1865.

¹¹ Programme électoral du SPD, 14 juin 2009 : « Sozial und Demokratisch. Anpacken. Für Deutschland », §1793-1795.

Europe en consolidation et pour un “dialogue des cultures” indispensable partout dans le monde¹². »

Aucune mention explicite concernant la politique culture extérieure n'apparaît dans le programme politique de La Gauche (Die Linke).

¹² Programme électoral de Bündnis 90/Die Grünen, 10 mai 2009 : « Aus der Krise hilft nur Grün », §2726-2727, 2730.

Conclusion

Vingt ans après la chute du rideau de fer, l'AKP de la République fédérale allemande n'est plus marquée par les réalités de l'après-guerre. Certes, les lignes directrices – constance, fiabilité, pérennité, coopération fondée sur le partenariat – demeurent toujours en vigueur, mais, durant les deux dernières décennies, l'AKP a subi parallèlement des transformations importantes qui l'ont avant tout politisée.

L'AKP s'est ouverte à de nouvelles régions du monde, notamment à l'Europe centrale et orientale et à l'Asie centrale ; elle a développé des structures et des programmes notamment en Afrique du Nord, au Proche-Orient et en Asie centrale, et dans les régions en croissance d'Asie de l'Est et du Sud-Est. Après 1989, c'est moins la qualité des relations avec le pays d'accueil que les intérêts nationaux et les objectifs concrets poursuivis dans la région qui déterminent l'engagement de l'AKP. Cela signifie aussi que l'AKP sera différenciée, selon le principe qu'elle doit réagir à des transformations ou des événements particuliers par des mesures et des propositions différenciées.

Le but premier de l'AKP n'est plus de mettre en évidence une communauté avec les pays partenaires ; elle doit plutôt aborder de manière délibérée les différences, que ce soit dans le domaine de l'éthique, des normes ou du développement politique et social.

Durant la période d'après-guerre et pendant la guerre froide, un facteur essentiel de l'AKP était son éloignement aussi bien structurel que substantiel de la politique, ce qui renforçait sa crédibilité. Avec la normalisation croissante des relations extérieures allemandes depuis la réunification, l'AKP est de plus en plus étroitement associée à la diplomatie et à l'économie. Depuis la fin des années 1990, le gouvernement fédéral a revendiqué une influence croissante sur la définition des priorités de cette politique.

La CDU/CSU et le FDP soutiennent avant tout l'apprentissage de la langue allemande, les échanges scientifiques et la promotion des écoles supérieures allemandes. Le SPD et l'Alliance 90/Les Verts mettent l'accent sur les échanges culturels, la compréhension des valeurs et des différences culturelles, et sur le renforcement de la démocratie, de la société civile et la liberté d'opinion. Avec le changement de gouvernement suite aux élections législatives de septembre 2009, les priorités de l'AKP s'orienteront sans doute de nouveau fortement en faveur de la promotion de la langue allemande

et des sciences, en lien avec les questions de politique économique et d'intégration, en vue d'un renforcement de la position de l'Allemagne en tant que centre important d'enseignement supérieur.

La crise financière et l'énorme dette publique vont probablement renforcer les évolutions annoncées. L'AKP devra encore faire un effort de légitimation. Les restrictions budgétaires vont encourager la création de partenariats (avec des partenaires allemands, avec ceux des pays d'accueil, avec le secteur économique, avec les institutions et instituts culturels européens) et l'exploitation de synergies.

Cependant, au cours des 20 dernières années, l'importance et la légitimité de la politique culturelle extérieure se sont considérablement accrues. Les organisations culturelles intermédiaires ont en même temps démontré leur capacité à s'adapter au nouveau contexte. Durant les prochaines années, l'AKP devra aussi assumer ses missions en tant que troisième pilier des relations extérieures allemandes.

Le Cerfa

Le Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. L'Ifri, du côté français, et la DGAP, du côté allemand, en exercent la tutelle administrative. Le Cerfa bénéficie d'un financement paritaire assuré par le Quai d'Orsay et l'Auswärtige Amt et son conseil de direction est constitué d'un nombre égal de personnalités françaises et allemandes.

Le Cerfa a pour mission d'analyser les principes, les conditions et l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de trouver et de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Hans Stark assure le secrétariat général du Cerfa depuis 1991. Louis-Marie Clouet y est chercheur. Nele Wissmann travaille au Cerfa comme assistante de recherche et est chargée de mission dans le cadre du projet « Dialogue d'avenir ».